

Montréal
Québec
Toronto
Ottawa
Edmonton
Philadelphie
Denver
Tampa



Étude sur les finances publiques du Québec

Rapport de sondage

Projet 13026-019
15 octobre 2010

Présentation et méthodologie

- Léger Marketing a été mandaté par le l'Institut économique de Montréal dans le but de réaliser une enquête afin de connaître l'opinion des Québécoises et Québécois concernant :
 - Le moment propice pour le retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec;
 - Le moyen privilégié pour rétablir l'équilibre budgétaire entre la réduction des dépenses gouvernementales et une hausse des impôts et des taxes;
 - Le nombre de fonctionnaires au niveau provincial;
 - La préférence quant aux moyens pour relancer l'économie québécoise entre de nouveaux investissements publics et une réduction des impôts;
 - Les hausses salariales accordées par le gouvernement du Québec lors de l'entente conclue avec le Front commun des employés du secteur public.
- La présente étude a été réalisée par le biais d'entrevues téléphoniques, entre le 6 et le 10 octobre 2010, et ce, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 Québécois(es) âgé(e)s de 18 ans ou plus. Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de $\pm 3\%$, et ce 19 fois sur 20.
- À l'aide des statistiques du recensement de l'Institut de la statistique du Québec, les résultats ont été pondérés selon le sexe, l'âge, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfant mineur dans le ménage afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte de la province de Québec.

Faits saillants

➤ **Un retour à l'équilibre budgétaire souhaité dès 2011**

Le gouvernement du Québec devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès le prochain budget selon la moitié de la population québécoise (51%), alors que 32% estiment qu'il devrait attendre 2013-2014 tel que prévu avant de rétablir l'équilibre budgétaire. 17% ont préféré ne pas se prononcer sur cette question ou n'ont pas d'opinion à cet égard.

➤ **Le gouvernement devrait privilégier la réduction de ses dépenses selon la vaste majorité des Québécois**

Afin de rétablir l'équilibre budgétaire, 81% des Québécois pensent que le gouvernement québécois devrait privilégier la réduction des dépenses, alors 11% estiment plutôt qu'il devrait privilégier une hausse des impôts et des taxes.

➤ **Il y a trop de fonctionnaires pour gérer efficacement les programmes gouvernementaux**

Au total, 62% des Québécois pensent qu'il y a trop de fonctionnaires pour gérer efficacement les programmes du gouvernement du Québec, alors que 19% pensent qu'il y en a suffisamment et 11% pensent qu'il n'y en a pas assez.

➤ **Les Québécois sont divisés quant au meilleur moyen de favoriser la relance économique**

Cette question divise les Québécois puisque 48% d'entre eux préféreraient une réduction des impôts afin de favoriser la relance économique, alors que 45% des Québécois préféreraient que le gouvernement du Québec consente à de nouveaux investissements publics. Finalement, 7% n'ont pas d'opinion ou ont refusé de répondre à cette question.

➤ **Les hausses salariales des employés du secteur public jugées acceptables par la moitié des Québécois**

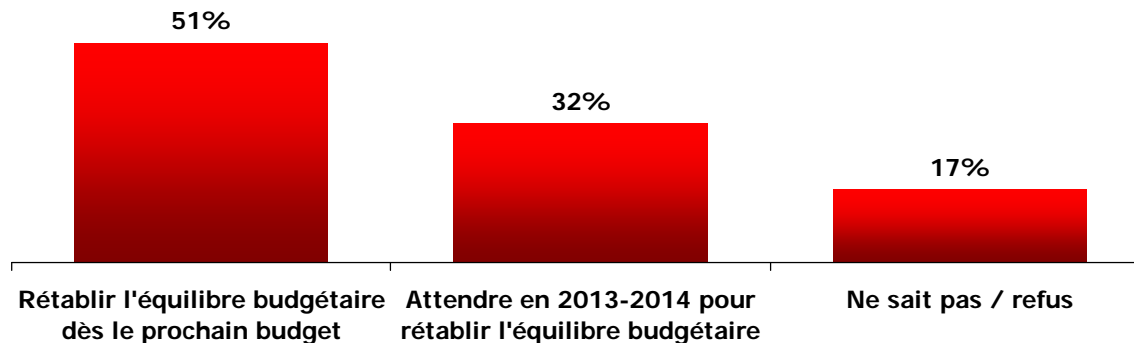
Concernant les hausses salariales des employés du secteur public négociées entre le gouvernement du Québec et le Front commun des employés du secteur public, 50% des Québécois estiment qu'elles sont acceptables, alors que le tiers d'entre eux (32%) estiment que ces hausses salariales sont trop généreuses et que 11% estiment au contraire qu'elles ne sont pas assez généreuses.

La moitié des Québécois estiment que le gouvernement du Québec devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès le prochain budget

- Bien que la **moitié de la population québécoise (51%)** est d'avis que le gouvernement du Québec **devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès le prochain budget**, **32% estiment qu'il devrait attendre 2013-2014** tel que prévu initialement avant de rétablir l'équilibre budgétaire et 17% ont préféré ne pas se prononcer sur cette question ou n'ont pas d'opinion à cet égard.
- Cette position est sensiblement répandue de manière égale à travers les différents sous-groupes de la population. Les seules différences notables sont :
 - Les Québécois âgés entre **25 et 34 ans** sont partagés sur cette question: 42% préfèrent le retour à l'équilibre budgétaire dès le prochain budget, alors que 39% estiment qu'il faut attendre 2013-2014.
 - Parmi les Québécois âgés entre **45 et 54 ans**, une majorité claire (58%) estime que le gouvernement doit rétablir l'équilibre budgétaire dès le prochain budget.
 - Une majorité d'électeurs de **l'Action démocratique** (63%) et du **Parti Québécois** (56%) prônent le retour à l'équilibre budgétaire dès le prochain budget, alors que cette proportion est de 47% parmi les électeurs du **Parti libéral** et de 38% parmi les électeurs de **Québec solidaire**.

Q1. Selon vous, est-ce que le gouvernement du Québec devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès son prochain budget, ou devrait-il attendre en 2013-2014, tel qu'il le prévoit?

Base : n= 1 000

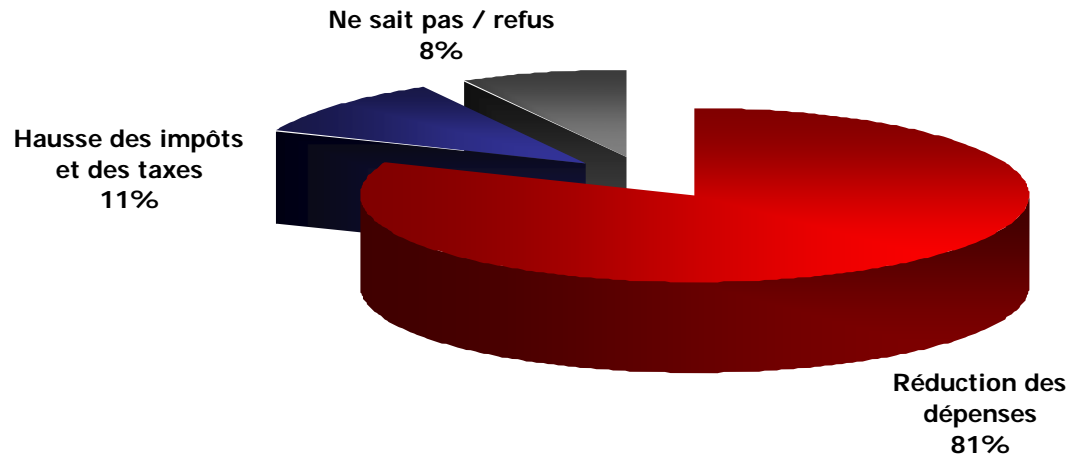


La réduction des dépenses gouvernementales est le moyen privilégié afin de rétablir l'équilibre budgétaire

- **Huit Québécois sur dix (81%)** pensent que le gouvernement du Québec devrait privilégier la **réduction des dépenses** afin de rétablir l'équilibre budgétaire, alors que **11% estiment qu'il faut privilégier une hausse des impôts et des taxes**, et que 8% n'ont pas d'opinion ou ont préféré ne pas se prononcer sur cette question.
- La **réduction des dépenses** gouvernementales est considérée comme le moyen de rétablir l'équilibre budgétaire dans une proportion **significativement supérieure** parmi les résidents de la région de Québec (88%), les Québécois âgés entre 35 et 44 ans (87%), la population active (86%), les parents avec des enfants de moins de 18 ans (86%) et les francophones (83%). De plus, les électeurs de l'Action démocratique (91%) et du Parti Québécois (85%) sont significativement plus nombreux en proportion à préférer une réduction des dépenses gouvernementales.

Q2. Pour atteindre l'équilibre budgétaire, croyez-vous que le gouvernement du Québec devrait privilégier une réduction de ses dépenses ou une hausse des impôts et des taxes?

Base : n= 1 000

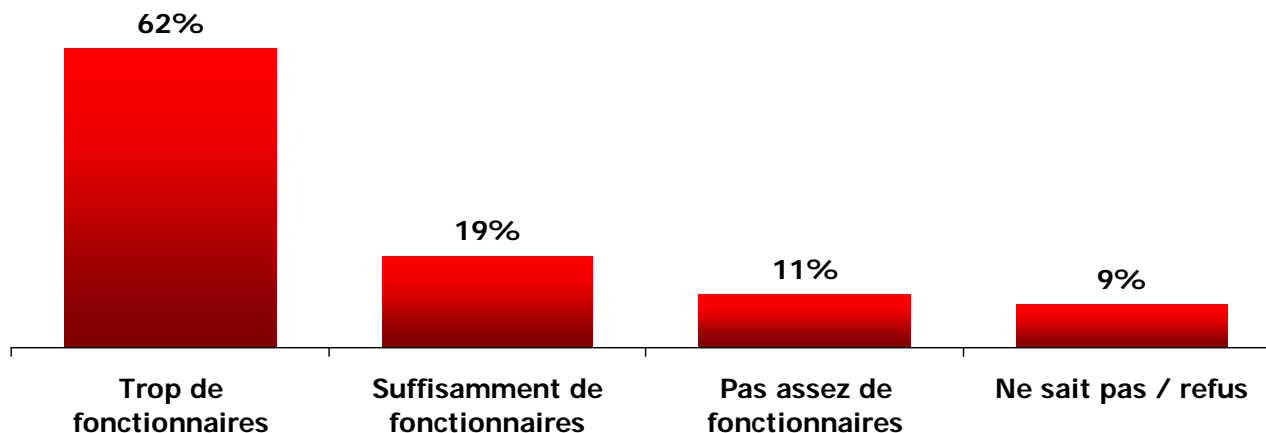


Une majorité des Québécois pense qu'il y a trop de fonctionnaires pour gérer efficacement les programmes du gouvernement du Québec

- Au total, plus de **six Québécois sur dix (62%)** pensent qu'il y a trop de fonctionnaires pour gérer efficacement les programmes du gouvernement du Québec, alors que **19% pensent qu'il y en a suffisamment** et **11% pensent qu'il n'y en a pas assez**. Finalement, 9% des répondants ne se sont pas prononcés sur cette question.
- On remarque que les opinions à ce sujet divergent entre les différentes générations, mais aussi selon les préférences politiques :
 - Parmi les jeunes âgés entre **18 et 24 ans**, 47% pensent qu'il y a trop de fonctionnaires, alors que 45% pensent qu'il y en a suffisamment ou pas assez. Parmi les Québécois âgés entre **55 et 64 ans**, 76% pensent qu'il y a trop de fonctionnaires, alors que seulement 18% pensent qu'il y en a suffisamment ou pas assez. Finalement, parmi les retraités, 69% pensent qu'il y a trop de fonctionnaires et 23% pensent qu'il y en a suffisamment ou pas assez.
 - Les trois quarts des électeurs de **l'Action démocratique** (76%) pensent qu'il y a trop de fonctionnaires, alors que cette proportion est de 50% parmi les **électeurs libéraux**.

Q3. Pensez-vous qu'il y a trop, suffisamment ou pas assez de fonctionnaires pour gérer efficacement les programmes du gouvernement du Québec?

Base : n= 1 000

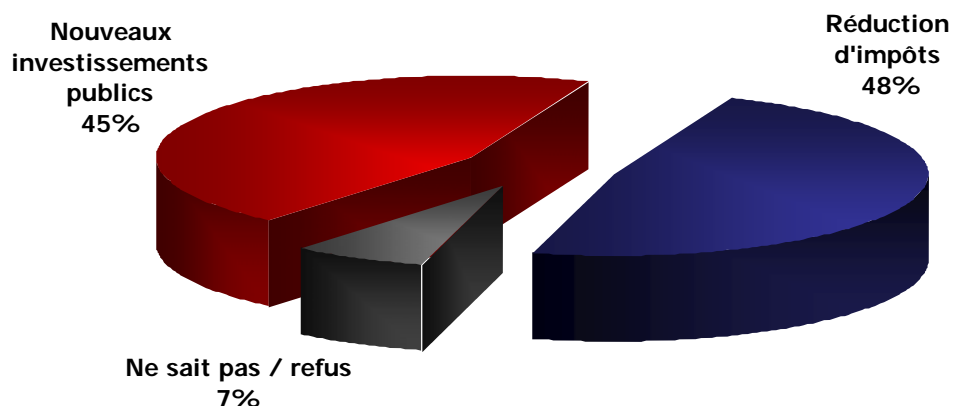


Les Québécois sont divisés quant au meilleur moyen de favoriser la relance économique entre de nouveaux investissements et une réduction des impôts

- Alors que **48%** des Québécois préféreraient une **réduction des impôts** afin de favoriser la relance économique, **45%** des Québécois préfèrent que le gouvernement du Québec consente à de **nouveaux investissements publics**. Finalement, 7% n'ont pas d'opinion ou ont refusé de répondre à cette question.
- La **réduction des impôts** est l'option privilégiée de façon **significativement supérieure** parmi les femmes (52%), les personnes ayant une formation primaire ou secondaire (53%), les personnes âgées entre 45 et 54 ans (55%), le personnel de bureau (56%) et les personnes au foyer (66%).
- De **nouveaux investissements publics** est l'option privilégiée de façon **significativement supérieure** parmi les hommes (50%), les personnes âgées entre 25 et 34 ans (53%), les professionnels (54%) les personnes ayant une formation universitaire (56%), les personnes dont le revenu familial est supérieur à 80 000 \$ (56%), les étudiants (61%) et les électeurs de Québec solidaire (75%).

Q4. Afin de favoriser la relance économique, préféreriez-vous que le gouvernement du Québec consente à de nouveaux investissements publics ou qu'il consente à une réduction d'impôts?

Base : n= 1 000



Les hausses salariales des employés du secteur public négociées avec le gouvernement du Québec sont acceptables selon la moitié des Québécois

- La **moitié des Québécois (50%)** estiment que les **hausses salariales** des employés du secteur public négociées entre le gouvernement du Québec et le Front commun des employés du secteur public **sont acceptables**. Toutefois, le **tiers des Québécois (32%)** estiment que ces hausses salariales sont **trop généreuses**, alors que **11%** estiment au contraire qu'elles **ne sont pas assez généreuses**. Finalement, 7% des répondants n'ont pas d'opinion sur cette question ou ont refusé d'y répondre.
- Parmi ceux qui estiment que ces **hausses salariales sont acceptables**, on retrouve une plus forte proportion parmi les hommes (54%), les francophones (54%), les électeurs du Parti Québécois (58%), les personnes ayant un diplôme universitaire (60%) et les personnes dont le revenu familial est supérieur à 80 000 \$ (68%).
- Parmi ceux qui estiment que ces **hausses salariales sont trop généreuses**, on retrouve une plus forte proportion parmi les personnes ayant une formation primaire ou secondaire (39%), les personnes âgées de plus de 65 ans (41%), celles dont le revenu familial est inférieures à 20 000 \$ (41%), les électeurs de l'Action démocratique (44%) et les travailleurs manuels (45%).

Q5. Le gouvernement du Québec a conclu une entente avec le Front commun des employés du secteur public. En fonction de la croissance économique, les hausses salariales se situeront entre 7% et 10,5% sur cinq ans. Considérant que ces hausses coûteront au total 2,7 milliards de dollars aux contribuables au terme des cinq ans, croyez-vous que ces hausses sont trop généreuses, acceptables ou pas assez généreuses?

Base : n= 1 000

